

OFFICE DES FAILLITES  
D'ORON

ff

**Acte de défaut de biens**  
après faillite**Débiteur :**

Lieu d'origine :

Année de naissance : 1942

**Créancier :****Mandataire :**1020 RENENS

Date de l'ouverture de la faillite : 24 août 79 Etat de collocation No 95 Classe V

Tableau de distribution du 20 juillet 1981 Non déposé, art. 96 OOF,

Créance admise Fr. 1'335.--

Somme payée Fr. --.--

Découvert Fr. 1'335.--

Titre et date de la créance ou cause de l'obligation : commande d'un appareil de photo et accessoires du 7.6.1979, payée le 13 juin 1979, non livré ni remboursé.

Le présent acte de défaut de biens est délivré au créancier, en vertu de l'article 265 de la loi sur la poursuite, pour le montant de (en toutes lettres)

-----mille trois cent trente-cinq francs-----\*) Le failli { reconnaît\*\* } la créance  
                  { conteste\*\* }**Extrait de la loi sur la poursuite**

- 265.** En procédant à la distribution, l'administration remet à chaque créancier qui n'a pas été payé intégralement un acte de défaut de biens pour le montant impayé. L'acte mentionne si le failli a reconnu ou contesté la créance. Dans le premier cas, il vaut comme reconnaissance de dette dans le sens de l'article 82. L'acte de défaut de biens (après la faillite) confère les droits mentionnés à l'article 149 (al. 2, 4 et 5). Toutefois, une nouvelle poursuite ne peut être requise que si le débiteur revient à meilleure fortune.
- 149.** (Al. 2). L'acte de défaut de biens vaut (pour autant qu'il mentionne que le failli a reconnu la créance) comme reconnaissance de dette dans le sens de l'article 82 et confère les droits mentionnés aux articles 271, chiffre 5 et 285.
- (Al. 4). Le créancier ne peut réclamer au débiteur des intérêts pour la créance constatée par acte de défaut de biens. Les cautions, coobligés ou autres garants qui ont dû en payer depuis ne peuvent en exiger le remboursement.
- (Al. 5). La dette est imprescriptible à l'égard du débiteur; ses héritiers peuvent invoquer la prescription, si le créancier n'a pas fait valoir ses droits dans l'année de l'adition d'hérédité.

Oron, le 20 juillet 1981

Office des faillites d'Oron:

R. Chappuis, subst. itin.

\*) On indiquera éventuellement ici pourquoi il n'a pas pu être obtenu d'explication de la part du failli.

\*\*) Biffer ce qui ne convient pas.